



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

BOUCHES-DU-RHÔN  
E

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N°13-2015-016

PUBLIÉ LE 6 NOVEMBRE 2015

# Sommaire

## Préfecture des Bouches-du-Rhône

|  |         |
|--|---------|
| 13-2015-10-09-010 - 151009-DIRMED-Arrêté préfectoral portant nomination à la commission départementale d'agrément des dépanneurs autorisés à intervenir sur le réseau autoroutier non concédé et de ses voies annexes pour le département des Bouches-du-Rhône (2 pages)   | Page 3  |
| 13-2015-10-30-007 - 151030-ARS-Décision tarifaire n°2015/0044 portant modification pour l'année 2015 du montant et de la répartition de la dotation globalisée commune prévue au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de ASSO La-Chrysalide de Marseille - 130804115 (6 pages)   | Page 6  |
| 13-2015-10-30-008 - 151030-ARS-Décision tarifaire n°1802 portant modification du prix de journée pour l'année 2015 de IME CEPES - 130782501 (3 pages)  | Page 13 |
| 13-2015-11-02-015 - 151102-PREF-DAG-Arrêté portant habilitation de l'entreprise unipersonnelle dénommée «POMPES FUNÈBRES FEUTRIER» exploitée par M. Jean-Louis FEUTRIER sise à EYGUIERES (13430) dans le domaine funéraire et pour la gestion et l'utilisation d'une chambre funéraire sise à LA ROQUE D'ANTHERON (13640), du 02/11/2015 (2 pages) | Page 17 |
| 13-2015-11-02-016 - 151102-PREF-DAG-Arrêté portant modification de l'habilitation de la société dénommée «ÉTABLISSEMENTS FUNÉRAIRES DU PORT-EFP» sise à PORT-DE-BOUC (13110) dans le domaine funéraire, du 02/11/2015 (2 pages)  | Page 20 |
| 13-2015-11-03-004 - 151103-PREF-DAG-Arrêté modificatif relatif à la nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de la commune d'Aureille (2 pages)   | Page 23 |
| 13-2015-11-03-005 - 151103-PREF-DAG-Arrêté modificatif relatif à la nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de la commune des Saintes-Maries-de-la-Mer (2 pages)   | Page 26 |
| 13-2015-11-03-003 - 151103-PREF-DAG-Arrêté modificatif relatif à la nomination du régisseur d'État suppléant auprès de la police municipale de la commune d'Eygalières (2 pages)   | Page 29 |
| 13-2015-11-04-001 - 151104-PPOL-Arrêté donnant délégation de signature à Monsieur David COSTE, secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône (3 pages)  | Page 32 |
| 13-2015-11-04-002 - 151104-PREF-DCLUPE-Arrêté portant liquidation du syndicat mixte entre la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Étoile et la commune de Gréasque chargé des études, de l'élaboration et du suivi du schéma de cohérence territoriale (2 pages)   | Page 36 |
| 13-2015-11-05-002 - 151105-DiRECCTE-Récépissé de déclaration au titre des services à la personne au bénéfice de Madame « HENRY Christine », auto entrepreneur, domiciliée, 620, Chemin du Bec Cornu - 13400 AUBAGNE. (2 pages)   | Page 39 |

Préfecture des Bouches-du-Rhône

13-2015-10-09-010

151009-DIRMED-Arrêté préfectoral portant nomination à la commission départementale d'agrément des dépanneurs autorisés à intervenir sur le réseau autoroutier non concédé et de ses voies annexes pour le département des Bouches-du-Rhône



## PREFECTURE DU RHONE

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED)  
District Urbain (DU)  
Centre Autoroutier de MARSEILLE (CAM)

### ARRETE PREFECTORAL

**portant nomination à la Commission Départementale d'Agrément des dépanneurs autorisés à intervenir sur le réseau autoroutier non concédé et de ses voies annexes pour le département des Bouches-du-Rhône**

Le Préfet des Bouches-du-Rhône, Officier de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le code de la Santé, notamment les articles R43 à R43-6,
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements.
- VU le décret n°2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national,
- VU le décret n°2006-304 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes,
- VU l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2006 transférant la responsabilité du réseau national structurant dans le département des Bouches-du-Rhône à la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée,

**CONSIDERANT** que la durée du mandat des membres actuels de la Commission Départementale d'Agrément des Dépanneurs s'est achevée au terme des 5 années réglementaires,

**CONSIDERANT** que la Commission Départementale d'Agrément des dépanneurs actuelle doit être renouvelée,

**SUR** proposition du Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée

## ARRETE

### ARTICLE 1

Les interventions de dépannage ou d'évacuation de véhicules en panne, accidentés ou volés, retrouvés sur le domaine autoroutier non concédé et de ses voies annexes du département des Bouches-du-Rhône sont réalisées :

- à la demande des usagers en difficulté par l'intermédiaire des services de police,
- à la demande de l'administration pour le dégagement de la voie publique lorsque le conducteur est hors d'état de manifester sa volonté ou sur réquisition des services de police en vertu de l'urgence.

Elles sont uniquement assurées par des dépanneurs agréés par la Commission Départementale d'Agrément des dépanneurs dont la composition et le fonctionnement sont précisés à l'article 2 du présent arrêté.

## ARTICLE 2

Sous la présidence de Monsieur le Préfet ou de son représentant, la Commission Départementale d'Agrément des Dépanneurs comporte :

### a) des représentants des administrations de l'État :

- M. le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée (DIRMED) ou son représentant,
- M. le Directeur de la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF) ou son représentant,
- M. le Commandant de la CRS unité autoroutière ou son représentant.

### b) des représentants des usagers de la route (véhicules légers) :

- M. le Président de l'automobile club de Provence ou son représentant,
- M. le Président de l'automobile club d'Aix et Pays d'Aix ou son représentant

### c) des représentants des usagers de la route (véhicules lourds) :

- M. le Président de la Fédération Nationale des Transports Routiers (FNTR) - PACA ou son représentant,
- M. le Président de l'Union Nationale des Organisations Syndicales des Transporteurs Routiers Automobiles (UNOSTRA) -PACA ou son représentant.

Le Président de la Commission Départementale d'Agrément des Dépanneurs a toute possibilité de convier toute personnalité dont la compétence pourrait être utile à son bon fonctionnement, notamment un ou plusieurs représentants des organisations professionnelles en lien avec l'activité de dépannage et de remorquage.

Le secrétariat de cette commission est assuré par le Chef du District Urbain de la DIR Méditerranée sous l'autorité du Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée.

Le fonctionnement de cette commission et les conditions d'attribution des agréments aux dépanneurs sont organisés via le règlement joint en annexe à cet arrêté.

## ARTICLE 3

La durée du mandat des membres de la commission départementale d'agrément est de cinq ans, les nominations en cours de mandat ne valant que pour la durée restant à courir.

## ARTICLE 4

Le présent arrêté sera publié au bulletin d'information et de recueil des actes administratifs de la préfecture des Bouches-du-Rhône, et sera adressée à :

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- M. le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée,
- M. le Commandant de l'unité CRS autoroutière,
- M. le Directeur de la DGCCRF,
- M. le Président de l'automobile club de Provence,
- M. le Président de l'automobile club d'Aix et Pays d'Aix,
- M. le Président de la FNTR-PACA,
- M. le Président de l'UNOSTRA-PACA,

qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté,

Fait à Marseille, le 09 OCT. 2015  
Pour le Préfet,  
Le Préfet des Bouches-du-Rhône,



Jérôme GUERREAU

Préfecture des Bouches-du-Rhône

13-2015-10-30-007

151030-ARS-Décision tarifaire n°2015/0044 portant  
modification pour l'année 2015 du montant et de la  
répartition de la dotation globalisée commune prévue au  
contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de ASSO  
La-Chrysalide de Marseille - 130804115

DECISION TARIFAIRE N°2015/0044 PORTANT MODIFICATION POUR L'ANNEE 2015  
DU MONTANT ET DE LA REPARTITION DE LA DOTATION GLOBALISEE COMMUNE PREVUE AU CONTRAT  
PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DE  
ASSO LA CHRYSALIDE DE MARSEILLE - 130804115

POUR LES ETABLISSEMENTS ET SERVICES SUIVANTS

Institut médico-éducatif (IME) - IME LES TAMARIS - 130783947

Institut médico-éducatif (IME) - IME LES AMANDIERS - 130008626

Institut médico-éducatif (IME) - IME LES FIGUIERS - 130023948

Etablissement pour enfants et adolescents polyhandicapés - EEAP TAMARIS-AMANDIERS - 130784184

Foyer d'accueil médicalisé pour adultes handicapés (FAM) - FAM LES EGLANTINES - 130019268

Foyer d'accueil médicalisé pour adultes handicapés (FAM) - FAM LES TILLEULS - 130025588

Foyer d'accueil médicalisé pour adultes handicapés (FAM) - FAM LES HORTENSIAIS - 130034879

Maison d'accueil spécialisée (MAS) - MAS LES SOPHORAS - 130008402

Maison d'accueil spécialisée (MAS) - MAS LES KIWIS - 130809379

Maison d'accueil spécialisée (MAS) - M.A.S. LE PIGEONNIER - 130810427

Maison d'accueil spécialisée (MAS) - M.A.S. LES PALMIERS - 130810781

Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH) - SAMSAH LES MIMOSAS - 130022379

Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) - SESSAD LES TAMARIS - 130038854

Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2014-1554 du 22/12/2014 de financement de la Sécurité Sociale pour 2015 publiée au Journal Officiel du 24/12/2014 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 30/04/2015 publié au Journal Officiel du 10/05/2015 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2015 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 11/05/2015 publiée au Journal Officiel du 19/05/2015 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2015 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

- VU le décret du 13 décembre 2012 portant nomination de Monsieur Paul CASTEL en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de BOUCHES-DU-RHONE en date du 02/06/2015 ;
- VU l'arrêté en date du 13/11/1972 autorisant la création de la structure Institut médico-éducatif (IME) dénommée IME LES TAMARIS (130783947) sise 62, AV DE HAMBOURG, 13008, MARSEILLE 08EME et gérée par l'entité dénommée ASSO LA CHRYSALIDE DE MARSEILLE (130804115) ;
- l'arrêté en date du 31/12/1993 autorisant la création de la structure Institut médico-éducatif (IME) dénommée IME LES AMANDIERS (130008626) sise 203, AV DE LA PANOUSE, 13009, MARSEILLE 09EME et gérée par l'entité dénommée ASSO LA CHRYSALIDE DE MARSEILLE (130804115) ;
- l'arrêté en date du 19/09/2006 autorisant la création de la structure Institut médico-éducatif (IME) dénommée IME LES FIGUIERS (130023948) sise 78, CHE DE SAINT MENET AUX ACCATES, 13011, MARSEILLE 11EME et gérée par l'entité dénommée ASSO LA CHRYSALIDE DE MARSEILLE (130804115) ;
- l'arrêté en date du 31/12/1993 autorisant la création de la structure Etablissement pour enfants et adolescents polyhandicapés dénommée EEAP TAMARIS-AMANDIERS (130784184) sise 62, AV DE HAMBOURG, 13008, MARSEILLE 08EME et gérée par l'entité dénommée ASSO LA CHRYSALIDE DE MARSEILLE (130804115) ;
- l'arrêté en date du 31/12/2004 autorisant la création de la structure Foyer d'accueil médicalisé pour adultes handicapés (FAM) dénommée FAM LES EGLANTINES (130019268) sise 205, AV DE LA PANOUSE, 13009, MARSEILLE 09EME et gérée par l'entité dénommée ASSO LA CHRYSALIDE DE MARSEILLE (130804115) ;
- l'arrêté en date du 01/12/2005 autorisant la création de la structure Foyer d'accueil médicalisé pour adultes handicapés (FAM) dénommée FAM LES TILLEULS (130025588) sise 43, R DES PRUNIER SAUVAGES, 13320, BOUC-BEL-AIR et gérée par l'entité dénommée ASSO LA CHRYSALIDE DE MARSEILLE (130804115) ;
- l'arrêté en date du 23/11/2009 autorisant la création de la structure Foyer d'accueil médicalisé pour adultes handicapés (FAM) dénommée FAM LES HORTENSIAS (130034879) sise 55, R DES CAMOINS, 13011, MARSEILLE 11EME et gérée par l'entité dénommée ASSO LA CHRYSALIDE DE MARSEILLE (130804115) ;
- l'arrêté en date du 26/12/1995 autorisant la création de la structure Maison d'accueil spécialisée (MAS) dénommée MAS LES SOPHORAS (130008402) sise 205, AV DE LA PANOUSE, 13009, MARSEILLE 09EME et gérée par l'entité dénommée ASSO LA CHRYSALIDE DE MARSEILLE (130804115) ;
- l'arrêté en date du 04/04/1904 autorisant la création de la structure Maison d'accueil spécialisée (MAS) dénommée MAS LES KIWIS (130809379) sise 0, TRA DE LA SEIGNEURIE, 13009, MARSEILLE 09EME et gérée par l'entité dénommée ASSO LA CHRYSALIDE DE MARSEILLE (130804115) ;
- l'arrêté en date du 06/03/1992 autorisant la création de la structure Maison d'accueil spécialisée (MAS) dénommée M.A.S. LE PIGEONNIER (130810427) sise 0, QUA LE RIBAS, 13790, ROUSSET et gérée par l'entité dénommée ASSO LA CHRYSALIDE DE MARSEILLE (130804115) ;
- l'arrêté en date du 04/04/1904 autorisant la création de la structure Maison d'accueil spécialisée (MAS) dénommée M.A.S. LES PALMIERS (130810781) sise 0, TRA DE LA SEIGNEURIE, 13009, MARSEILLE 09EME et gérée par l'entité dénommée ASSO LA CHRYSALIDE DE MARSEILLE (130804115) ;
- l'arrêté en date du 02/05/2006 autorisant la création de la structure Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH) dénommée SAMSAH LES MIMOSAS (130022379) sise 26, R ELZEARD ROUGIER, 13004, MARSEILLE 04EME et gérée par l'entité dénommée ASSO LA CHRYSALIDE DE MARSEILLE (130804115) ;

l'arrêté en date du 20/07/1998 autorisant la création de la structure Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) dénommée SESSAD LES TAMARIS (130038854) sise 62, AV DE HAMBOURG, 13008, MARSEILLE 08EME et gérée par l'entité dénommée ASSO LA CHRYSALIDE DE MARSEILLE (130804115) ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu le 23/09/2008 entre l'entité dénommée ASSO LA CHRYSALIDE DE MARSEILLE - 130804115 et les services de l'Agence Régionale de Santé ;

VU la décision tarifaire modificative n° 1814 en date du 15/10/2015 portant fixation de la dotation globalisée pour l'année 2015 de la structure dénommée IME LES TAMARIS - 130783947

DECIDE

ARTICLE 1<sup>ER</sup> Pour l'exercice budgétaire 2015, la dotation globalisée commune des établissements et services médico-sociaux financés par l'assurance maladie, gérés par l'entité dénommée ASSO LA CHRYSALIDE DE MARSEILLE (130804115) dont le siège est situé 26, R ELZÉARD ROUGIER, 13004, MARSEILLE 04EME, a été fixée en application des dispositions du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens susvisé à 20 137 993.78 € et se répartit comme suit :

- Personnes handicapées : 20 137 993.78 €

| Maison d'accueil spécialisée (MAS) : 9 915 646.07 €                                    |                      |   |   |
|--|----------------------|---|---|
| FINESS   | ETABLISSEMENT        | DOTATION IMPUTABLE A L'ASSURANCE MALADIE EN EUROS | DOTATION IMPUTABLE AUX CONSEILS GENERAUX EN EUROS |
| 130008402  | MAS LES SOPHORAS     | 1 389 883.95                                      | 0.00  |
| 130809379  | MAS LES KIWIS        | 3 476 581.00                                      | 0.00  |
| 130810427  | M.A.S. LE PIGEONNIER | 3 681 703.13                                      | 0.00  |
| 130810781  | M.A.S. LES PALMIERS  | 1 367 477.99                                      | 0.00  |
| Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH) : 462 143.02 € |                      |   |   |
| FINESS   | ETABLISSEMENT        | DOTATION IMPUTABLE A L'ASSURANCE MALADIE EN EUROS | DOTATION IMPUTABLE AUX CONSEILS GENERAUX EN EUROS |
| 130022379  | SAMSAH LES MIMOSAS   | 462 143.02  | 0.00  |
| Etablissement pour enfants et adolescents polyhandicapés : 794 473.71 €                |                      |   |   |

| FINESS  | ETABLISSEMENT          | DOTATION IMPUTABLE A L'ASSURANCE MALADIE EN EUROS | DOTATION IMPUTABLE AUX CONSEILS GENERAUX EN EUROS |
|---|------------------------|---|---|
| 130784184   | EEAP TAMARIS-AMANDIERS | 794 473.71  | 0.00  |
| Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) : 767 630.33 € |                        |   |   |
| FINESS  | ETABLISSEMENT          | DOTATION IMPUTABLE A L'ASSURANCE MALADIE EN EUROS | DOTATION IMPUTABLE AUX CONSEILS GENERAUX EN EUROS |
| 130038854   | SESSAD LES TAMARIS     | 767 630.33  | 0.00  |
| Foyer d'accueil médicalisé pour adultes handicapés (FAM) : 1 978 544.43 €   |                        |   |   |
| FINESS  | ETABLISSEMENT          | DOTATION IMPUTABLE A L'ASSURANCE MALADIE EN EUROS | DOTATION IMPUTABLE AUX CONSEILS GENERAUX EN EUROS |
| 130019268   | FAM LES EGLANTINES     | 669 810.93  | 0.00  |
| 130025588   | FAM LES TILLEULS       | 597 223.36  | 0.00  |
| 130034879   | FAM LES HORTENSIAS     | 711 510.14  | 0.00  |
| Institut médico-éducatif (IME) : 6 219 556.22 €                             |                        |   |   |
| FINESS  | ETABLISSEMENT          | DOTATION IMPUTABLE A L'ASSURANCE MALADIE EN EUROS | DOTATION IMPUTABLE AUX CONSEILS GENERAUX EN EUROS |
| 130783947   | IME LES TAMARIS        | 1 780 665.06                                      | 0.00  |
| 130008626   | IME LES AMANDIERS      | 1 784 757.29                                      | 0.00  |
| 130023948   | IME LES FIGUIERS       | 2 654 133.87                                      | 0.00  |

ARTICLE 2 La dotation globalisée commune est versée par douzième dans les conditions prévues à l'article R314-43-1 du CASF et s'établit à :

- Personnes handicapées : 1 678 166.15 €;

ARTICLE 3 Les tarifs journaliers mentionnés à l'article R314-112 du CASF des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées sont :

| FINESS    | MODALITES D'ACCUEIL                           | TARIF JOURNALIER EN EUROS |
|-----------|---|---------------------------|
| 130008626 | IME LES AMANDIERS : Internat<br>Semi-internat | 213.40<br>160.05          |
| 130023948 | IME LES FIGUIERS                              | 361.60                    |
| 130784184 | EEAP TAMARIS-AMANDIERS                        | 295.01                    |
| 130783947 | IME LES TAMARIS                               | 206.00                    |

ARTICLE 4 Les frais de siège pour l'exercice 2015 s'établissent comme suit :

- Année 2015 : 2 568 918 €

La répartition des frais de siège entre les établissements et services et l'entité gestionnaire «ASSO LA CHRYSALIDE DE MARSEILLE » (130804115) est annexée à la présente décision.

ARTICLE 5 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON Cedex 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

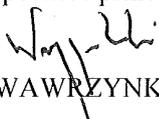
ARTICLE 6 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture BOUCHES-DU-RHONE

ARTICLE 7 Le directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire « ASSO LA CHRYSALIDE DE MARSEILLE » (130804115) et à la structure dénommée IME LES TAMARIS (130783947).

FAIT A MARSEILLE, LE **3 0 OCT. 2015**

Pour le Directeur général de l'ARS,  
et par délégation,  
Pour la déléguée territoriale des Bouches du Rhône,  
et par délégation,

L'inspectrice principale

  
Isabelle WAWRZYNSKI

Calcul repartition frais de siege 2015

| Rgp Financier | Financier | Type ETS | ETS Libellé                      | Budget Annuel<br>2014 Classe 6<br>hors VA<br>Prod 2013 hors<br>CHR | Frais de siege<br>2015 hors service<br>total | Service social<br>2015 | Mesures<br>nouvelles<br>versement<br>transport | ETS modifié<br>2015 | Frais de siege<br>2015 corrigé | % FS<br>2015/B2014<br>hors service<br>social |
|---------------|-----------|----------|----------------------------------|--|--|------------------------|--|---------------------|--------------------------------|--|
|               |           |          | 30 ESAT LES PINS AS              | 1 482 586  | 64 782                                       | 16 501                 | 794  |                     | 82 077                         | 4,42%  |
|               |           |          | 31 ESAT LES GLYCINES AS          | 1 529 292  | 66 823                                       | 16 501                 | 819  |                     | 84 143                         | 4,42%  |
|               |           |          | 33 ESAT LES LIERRES AS           | 1 482 147  | 64 763                                       | 15 592                 | 793  |                     | 81 148                         | 4,42%  |
|               |           |          | 34 ESAT LES ORMEAUX AS           | 1 520 098  | 66 421                                       | 16 501                 | 814  |                     | 83 736                         | 4,42%  |
|               |           |          | 35 ESAT LES CITRONNIERS AS       | 1 440 621  | 62 948                                       | 15 592                 | 771  |                     | 79 311                         | 4,42%  |
|               |           |          | 36 ESAT LES MERISIERS AS         | 306 788  | 13 405                                       | 3 898                  | 164  |                     | 17 467                         | 4,42%  |
|               |           |          | <b>Total ESAT AS</b>             | <b>7 761 532</b>   | <b>339 141</b>                               | <b>84 586</b>          | <b>4 155</b>                                   | <b>0</b>            | <b>427 082</b>                 | <b>4,42%</b>                                 |
|               |           |          | 80 FAM LES EGLANTINES SOINS      | 643 057  | 28 098                                       | 1 147                  | 344  |                     | 29 590                         | 4,42%  |
|               |           |          | 82 FAM LES TILLEULS SOINS        | 579 634  | 25 327                                       | 996                    | 310  |                     | 26 633                         | 4,42%  |
|               |           |          | 94 SAMSAH LES MIMOSAS SOINS      | 443 470  | 19 378                                       | 1 798                  | 238  |                     | 21 413                         | 4,42%  |
|               |           |          | 84 FAM HORTENSIA SOINS           | 690 712  | 15 036                                       | 1 118                  | 186  | 15 328              | 31 669                         | 4,42%  |
|               |           |          | <b>Total FAM_SAMSAH</b>          | <b>2 356 873</b>   | <b>87 840</b>                                | <b>5 059</b>           | <b>1 078</b>                                   | <b>15 328</b>       | <b>109 306</b>                 | <b>4,42%</b>                                 |
|               |           |          | 10 IME LES TAMARIS AUTISME       | 538 074  | 23 495                                       | 0                      | 305  |                     | 23 800                         | 4,42%  |
|               |           |          | 10 IME LES TAMARIS EEAP          | 779 972  | 34 081                                       | 0                      | 418  |                     | 34 499                         | 4,42%  |
|               |           |          | 10 IME LES TAMARIS SEES          | 1 144 084  | 49 956                                       | 0                      | 649  |                     | 50 605                         | 4,42%  |
|               |           |          | 10 IME LES TAMARIS SESSAD        | 735 497  | 13 455                                       | 0                      | 165  | 18 912              | 32 531                         | 4,42%  |
|               |           |          | 14 IME LES FIGUIERS              | 2 499 510  | 109 210                                      | 0                      | 1 345  |                     | 110 555                        | 4,42%  |
|               |           |          | 20 IME LES AMANDIERS             | 1 741 899  | 76 109                                       | 0                      | 936  |                     | 77 045                         | 4,42%  |
|               |           |          | <b>Total IME</b>                 | <b>7 439 036</b>   | <b>306 305</b>                               | <b>0</b>               | <b>3 817</b>                                   | <b>18 912</b>       | <b>329 034</b>                 | <b>4,42%</b>                                 |
|               |           |          | 60 MAS LES KIWIS                 | 3 546 848  | 154 978                                      | 6 237                  | 1 901  |                     | 163 116                        | 4,42%  |
|               |           |          | 62 MAS LES SOPHORAS              | 1 394 374  | 60 927                                       | 2 339                  | 746  |                     | 64 013                         | 4,42%  |
|               |           |          | 64 MAS LES PALMIERS              | 1 405 749  | 61 422                                       | 2 079                  | 755  |                     | 64 256                         | 4,42%  |
|               |           |          | 65 MAS LE PIGEONNIER             | 3 732 940  | 163 111                                      | 6 237                  | 1 998  |                     | 171 346                        | 4,42%  |
|               |           |          | <b>Total MAS</b>                 | <b>10 079 911</b>  | <b>440 439</b>                               | <b>16 891</b>          | <b>5 401</b>                                   | <b>0</b>            | <b>462 731</b>                 | <b>4,42%</b>                                 |
|               |           |          | <b>Total ARS</b>                 | <b>27 637 352</b>  | <b>1 173 725</b>                             | <b>106 536</b>         | <b>14 451</b>                                  | <b>34 240</b>       | <b>1 328 953</b>               | <b>4,42%</b>                                 |
|               |           |          | ESAT AS                          | 921 012  | 40 244                                       | 0                      | 493  |                     | 40 737                         | 4,42%  |
|               |           |          | 32 ESAT PLEIN SOLEIL AS          | 921 012  | 40 244                                       | 0                      | 493  | 0                   | 40 737                         | 4,42%  |
|               |           |          | <b>Total ESAT AS</b>             | <b>921 012</b>   | <b>40 244</b>                                | <b>0</b>               | <b>493</b>                                     | <b>0</b>            | <b>40 737</b>                  | <b>4,42%</b>                                 |
|               |           |          | FAM_SAMSAH                       | 438 008  | 19 139                                       | 0                      | 234  |                     | 19 373                         | 4,42%  |
|               |           |          | 81 FAM SOLEIL LEVANT SOINS       | 438 008  | 19 139                                       | 0                      | 234  | 0                   | 19 373                         | 4,42%  |
|               |           |          | <b>Total FAM_SAMSAH</b>          | <b>438 008</b>   | <b>19 139</b>                                | <b>0</b>               | <b>234</b>                                     | <b>0</b>            | <b>19 373</b>                  | <b>4,42%</b>                                 |
|               |           |          | <b>Total ARS OS</b>              | <b>1 359 020</b>   | <b>59 383</b>                                | <b>0</b>               | <b>728</b>                                     | <b>0</b>            | <b>60 110</b>                  | <b>4,42%</b>                                 |
|               |           |          | 54 FOYER LES ORANGERS            | 2 455 815  | 107 307                                      | 5 847                  | 1 315  |                     | 114 469                        | 4,42%  |
|               |           |          | 83 FOYER LOU MISTRAOU            | 2 589 098  | 113 131                                      | 5 587                  | 1 386  |                     | 120 104                        | 4,42%  |
|               |           |          | 90 FOYER LES TOURNESOLS          | 1 320 626  | 57 705                                       | 4 548                  | 707  |                     | 62 960                         | 4,42%  |
|               |           |          | 92 AJ LES MAGNOLIAS              | 407 934  | 17 825                                       | 2 599                  | 218  |                     | 20 642                         | 4,42%  |
|               |           |          | <b>Total AJ &amp; FO</b>         | <b>6 773 472</b>   | <b>295 968</b>                               | <b>18 580</b>          | <b>3 626</b>                                   | <b>0</b>            | <b>318 174</b>                 | <b>4,42%</b>                                 |
|               |           |          | 80 FAM LES EGLANTINES HB         | 1 396 495  | 61 020                                       | 2 491                  | 748  |                     | 64 259                         | 4,42%  |
|               |           |          | 82 FAM LES TILLEULS HB           | 1 235 215  | 53 973                                       | 2 122                  | 661  |                     | 56 757                         | 4,42%  |
|               |           |          | 94 SAMSAH LES MIMOSAS HB         | 518 755  | 22 667                                       | 2 100                  | 278  |                     | 25 045                         | 4,42%  |
|               |           |          | 84 FAM HORTENSIA HB              | 1 722 452  | 35 612                                       | 2 965                  | 436  | 40 136              | 79 149                         | 4,42%  |
|               |           |          | <b>Total FAM_SAMSAH</b>          | <b>4 872 918</b>   | <b>173 272</b>                               | <b>9 678</b>           | <b>2 123</b>                                   | <b>40 136</b>       | <b>225 209</b>                 | <b>4,42%</b>                                 |
|               |           |          | 50 FOYER LES GENETS              | 1 193 659  | 52 157                                       | 4 548                  | 639  |                     | 57 344                         | 4,42%  |
|               |           |          | 52 FOYER LES MURIERS             | 272 341  | 78 339                                       | 650                    | 960  | -67 252             | 12 696                         | 4,42%  |
|               |           |          | 53 FOYER LES ACACIAS             | 1 546 041  | 67 555                                       | 6 107                  | 828  |                     | 74 489                         | 4,42%  |
|               |           |          | 55 FOYER LES LILAS               | 1 394 833  | 0  | 4 678                  | 0  | 61 693              | 66 371                         | 4,42%  |
|               |           |          | 56 FOYER LES CLEMENTINES         | 809 554  | 35 374                                       | 2 858                  | 433  |                     | 38 665                         | 4,42%  |
|               |           |          | <b>Total Foyer</b>               | <b>5 216 428</b>   | <b>233 424</b>                               | <b>18 840</b>          | <b>2 860</b>                                   | <b>-5 559</b>       | <b>249 565</b>                 | <b>4,42%</b>                                 |
|               |           |          | SAVS                             | 490 244  | 21 421                                       | 7 796                  | 262  |                     | 29 480                         | 4,42%  |
|               |           |          | 06 LES OLIVIERS SERVICE D'ACCOMP | 490 244  | 21 421                                       | 7 796                  | 262  |                     | 29 480                         | 4,42%  |
|               |           |          | <b>Total SAVS</b>                | <b>490 244</b>   | <b>21 421</b>                                | <b>7 796</b>           | <b>262</b>                                     | <b>0</b>            | <b>29 480</b>                  | <b>4,42%</b>                                 |
|               |           |          | <b>Total Conseil général</b>     | <b>17 353 062</b>  | <b>724 086</b>                               | <b>54 894</b>          | <b>8 871</b>                                   | <b>34 577</b>       | <b>822 428</b>                 | <b>4,42%</b>                                 |
|               |           |          | FAM_SAMSAH                       | 1 037 203  | 45 321                                       | 0                      | 555  |                     | 45 876                         | 4,42%  |
|               |           |          | 81 FAM SOLEIL LEVANT HB          | 1 037 203  | 45 321                                       | 0                      | 555  | 0                   | 45 876                         | 4,42%  |
|               |           |          | <b>Total FAM_SAMSAH</b>          | <b>1 037 203</b>   | <b>45 321</b>                                | <b>0</b>               | <b>555</b>                                     | <b>0</b>            | <b>45 876</b>                  | <b>4,42%</b>                                 |
|               |           |          | Foyer                            | 1 788 660  | 78 156                                       | 0                      | 957  |                     | 79 113                         | 4,42%  |
|               |           |          | 51 FOYER GAI SOLEIL              | 1 788 660  | 78 156                                       | 0                      | 957  | 0                   | 79 113                         | 4,42%  |
|               |           |          | <b>Total Foyer</b>               | <b>1 788 660</b>   | <b>78 156</b>                                | <b>0</b>               | <b>957</b>                                     | <b>0</b>            | <b>79 113</b>                  | <b>4,42%</b>                                 |
|               |           |          | SAVS                             | 137 511  | 6 009  | 0                      | 74   |                     | 6 082                          | 4,42%  |
|               |           |          | 08 CLAIR SOLEIL S.A.             | 137 511  | 6 009  | 0                      | 74   | 0                   | 6 082                          | 4,42%  |
|               |           |          | <b>Total SAVS</b>                | <b>137 511</b>   | <b>6 009</b>                                 | <b>0</b>               | <b>74</b>                                      | <b>0</b>            | <b>6 082</b>                   | <b>4,42%</b>                                 |
|               |           |          | <b>Total Conseil général OS</b>  | <b>2 963 374</b>   | <b>129 485</b>                               | <b>0</b>               | <b>1 586</b>                                   | <b>0</b>            | <b>131 071</b>                 | <b>4,42%</b>                                 |
|               |           |          | EA                               | 616 224  | 26 926                                       | 1 949                  | 330  |                     | 29 205                         | 4,42%  |
|               |           |          | 70 E A LES BAMBOUS               | 616 224  | 26 926                                       | 1 949                  | 330  |                     | 29 205                         | 4,42%  |
|               |           |          | 71 E A LES BONSAIS               | 259 106  | 11 322                                       | 1 689                  | 139  |                     | 13 149                         | 4,42%  |
|               |           |          | <b>Total EA</b>                  | <b>875 329</b>   | <b>38 248</b>                                | <b>3 638</b>           | <b>469</b>                                     | <b>0</b>            | <b>42 354</b>                  | <b>4,42%</b>                                 |
|               |           |          | 40 ESAT LES PINS PROD            | 492 763  | 21 531                                       | 0                      | 264  |                     | 21 795                         | 4,42%  |
|               |           |          | 41 ESAT LES GLYCINES PROD        | 897 715  | 39 226                                       | 0                      | 481  |                     | 39 706                         | 4,42%  |
|               |           |          | 42 ESAT PLEIN SOLEIL PROD        | 345 531  | 15 098                                       | 0                      | 185  |                     | 15 283                         | 4,42%  |
|               |           |          | 43 ESAT LES LIERRES PROD         | 898 156  | 39 245                                       | 0                      | 481  |                     | 39 726                         | 4,42%  |
|               |           |          | 44 ESAT LES ORMEAUX PROD         | 808 375  | 35 322                                       | 0                      | 433  |                     | 35 755                         | 4,42%  |
|               |           |          | 45 ESAT LES CITRONNIERS PROD     | 554 234  | 24 217                                       | 0                      | 297  |                     | 24 514                         | 4,42%  |
|               |           |          | 46 ESAT LES MERISIERS PROD       | 163 274  | 7 134  | 0                      | 87   |                     | 7 222                          | 4,42%  |
|               |           |          | <b>Total ESAT PROD</b>           | <b>4 160 049</b>   | <b>181 774</b>                               | <b>0</b>               | <b>2 227</b>                                   | <b>0</b>            | <b>184 001</b>                 | <b>4,42%</b>                                 |
|               |           |          | <b>Total Production</b>          | <b>5 035 378</b>   | <b>220 022</b>                               | <b>3 638</b>           | <b>2 696</b>                                   | <b>0</b>            | <b>226 355</b>                 | <b>4,42%</b>                                 |
|               |           |          | <b>Total général</b>             | <b>54 348 187</b>  | <b>2 306 700</b>                             | <b>165 069</b>         | <b>28 331</b>                                  | <b>68 818</b>       | <b>2 568 918</b>               | <b>4,42%</b>                                 |

17/06/2015

Préfecture des Bouches-du-Rhône

13-2015-10-30-008

151030-ARS-Décision tarifaire n°1802 portant  
modification du prix de journée pour l'année 2015 de IME  
CEPES - 130782501

DECISION TARIFAIRE N°1802 PORTANT MODIFICATION DU PRIX DE  
JOURNEE POUR L'ANNEE 2015 DE  
IME CEPES - 130782501

Le Directeur Général de l'ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2014-1554 du 22/12/2014 de financement de la Sécurité Sociale pour 2015 publiée au Journal Officiel du 24/12/2014 ;
- VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU l'arrêté ministériel du 30/04/2015 publié au Journal Officiel du 10/05/2015 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2015 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
- VU la décision du directeur de la CNSA en date du 11/05/2015 publiée au Journal Officiel du 19/05/2015 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2015 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
- VU le décret du 13 décembre 2012 portant nomination de Monsieur Paul CASTEL en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- VU la décision de délégation de signature du directeur général de l'ARS vers le délégué territorial de BOUCHES-DU-RHONE en date du 02/06/2015 ;
- VU l'arrêté en date du 08/12/1983 autorisant la création de la structure IME dénommée IME CEPES (130782501) sise 0, CHE NEUF, 13790, ROUSSET et gérée par l'entité ASSOCIATION EDMOND BARTHELEMY (130804321) ;
- VU la décision tarifaire initiale n° 86 en date du 15/06/2015 portant fixation du prix de journée pour l'année 2015 de la structure dénommée IME CEPES - 130782501

DECIDE

ARTICLE 1<sup>ER</sup> Pour l'exercice budgétaire 2015, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure dénommée IME CEPES (130782501) sont autorisées comme suit :

|          | GROUPES FONCTIONNELS   | MONTANTS<br>EN EUROS |
|----------|--|----------------------|
| DEPENSES | Groupe I<br>Dépenses afférentes à l'exploitation courante      | 643 772.50           |
|          | - dont CNR   | 17 205.00            |
|          | Groupe II<br>Dépenses afférentes au personnel                  | 2 450 664.19         |
|          | - dont CNR   | 23 795.00            |
|          | Groupe III<br>Dépenses afférentes à la structure               | 331 233.00           |
|          | - dont CNR   | 0.00                 |
|          | Reprise de déficits  | 146 844.92           |
|          | TOTAL Dépenses   | 3 572 514.61         |
| RECETTES | Groupe I<br>Produits de la tarification                        | 3 501 826.61         |
|          | - dont CNR   | 41 000.00            |
|          | Groupe II<br>Autres produits relatifs à l'exploitation         | 0.00                 |
|          | Groupe III<br>Produits financiers et produits non encaissables | 70 688.00            |
|          | Reprise d'excédents  |                      |
|          | TOTAL Recettes   | 3 572 514.61         |

Dépenses exclues des tarifs : 0.00 €.

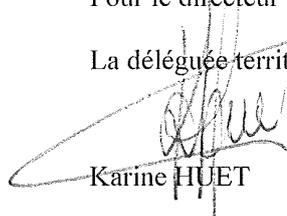
ARTICLE 2 Pour l'exercice budgétaire 2015, la tarification des prestations de la structure dénommée IME CEPES (130782501) s'établit désormais comme suit, à compter du 01/11/2015 ;

| MODALITES D'ACCUEIL | PRIX DE JOURNEE<br>EN EUROS |
|---------------------|-----------------------------|
| Internat            | 464.76                      |
| Semi internat       | 256.02                      |
| Externat            | 0.00                        |
| Autres 1            | 172.55                      |
| Autres 2            | 0.00                        |
| Autres 3            | 0.00                        |

- ARTICLE 3 Pour l'exercice budgétaire 2016, le montant reconductible au 1<sup>er</sup> janvier 2016, hors crédits non reconductibles et reprise de résultat, s'élève à 3 313 981.69 € et la tarification des prestations de la structure dénommée IME CEPES (130782501) à compter du 01/01/2016 est fixée comme suit :  
Internat : 507.60 €  
Semi-internat : 267.82 €  
CASF : 182.55 €.
- ARTICLE 4 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON Cedex 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- ARTICLE 5 La présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture BOUCHES-DU-RHONE.
- ARTICLE 6 Le directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire « ASSOCIATION EDMOND BARTHELEMY » (130804321) et à la structure dénommée IME CEPES (130782501).

FAIT A MARSEILLE, LE **30 OCT. 2015**  
Pour le directeur général et par délégation,

La déléguée territoriale des Bouches du Rhône adjointe,

  
Karine HUET  
Pour le Directeur Général de l'ARS  
et par Délégation  
la Déléguée Territoriale Adjointe  
des Bouches-du-Rhône  
Karine HUET

Préfecture des Bouches-du-Rhône

13-2015-11-02-015

151102-PREF-DAG-Arrêté portant habilitation de  
l'entreprise unipersonnelle dénommée «POMPES  
FUNÈBRES FEUTRIER» exploitée par M. Jean-Louis  
FEUTRIER sise à EYGUIERES (13430) dans le domaine  
funéraire et pour la gestion et l'utilisation d'une chambre  
funéraire sise à LA ROQUE D'ANTHERON (13640), du  
02/11/2015



**PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION  
GENERALE  
BUREAU DES ACTIVITES PROFESSIONNELLES  
REGLEMENTEES  
DAG/BAPR/FUN/2015**

---

**Arrêté portant habilitation de l'entreprise unipersonnelle dénommée « POMPES FUNEBRES FEUTRIER » exploitée par M. Jean-Louis FEUTRIER sise à EYGUIERES (13430) dans le domaine funéraire et pour la gestion et l'utilisation d'une chambre funéraire sise à LA ROQUE D'ANTHERON (13640), du 02/11/2015**

---

Le Préfet  
de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), (notamment les articles L2223-19 et L2223-23) ;

Vu la loi n°2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;

Vu l'ordonnance n° 2005-855 du 28 juillet 2005 relative aux opérations funéraires (article 1 - § IV) ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

Vu l'arrêté du 30 avril 2012 portant application du décret susvisé ;

Vu l'attestation du Maire de la Roque d'Antheron justifiant de la délégation de service public consentie à l'entreprise « POMPES FUNEBRES FEUTRIER », pour l'exploitation d'une chambre funéraire située sur sa commune, avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2010 ;

Vu le rapport du Bureau Véritas, organisme accrédité Cofrac, du 10 juin 2013 attestant de la conformité technique de la chambre funéraire susvisée, située Cimetière de la Roque d'Antheron - Boulevard de la Paix (13640) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2014 portant habilitation sous le n° 14/13/128 de l'entreprise unipersonnelle dénommée « POMPES FUNEBRES FEUTRIER » dirigée par M. Jean-Louis FEUTRIER, exploitant, sise Faubourg Reyre à Eyguières (13430) dans le domaine funéraire, jusqu'au 23 octobre 2015 et pour la gestion et l'utilisation d'une chambre funéraire, jusqu'au 9 juin 2019 ;

Vu la demande en date du 23 octobre 2015 de M. Jean-Louis FEUTRIER, exploitant, sollicitant le renouvellement de l'habilitation funéraire de ladite entreprise, dans le domaine funéraire ;

Considérant la déclaration du 28 octobre 2015 de l'intéressé attestant d'une prochaine cessation d'activité de l'entreprise susvisée et du maintien de son dossier de demande de renouvellement de son habilitation pour quelques mois ;

Considérant que ladite demande est constituée conformément à la législation en vigueur ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

## **A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : L'entreprise unipersonnelle dénommée « POMPES FUNEBRES FEUTRIER » dirigée par M. Jean-Louis FEUTRIER, exploitant, sise Faubourg Reyre à Eyguières (13430) est habilitée, à exercer sur l'ensemble du territoire national, les activités funéraires suivantes :

- organisation des obsèques
- fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
- transport de corps avant mise en bière
- transport de corps après mise en bière
- fourniture de corbillards
- fourniture de personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations
- gestion et l'utilisation de la chambre funéraire située Cimetière municipal - Boulevard de la Paix à La Roque d'Anthéron (13640).

Article 2 : Le numéro d'habilitation attribué est : 15/13/128.

Article 3 : L'habilitation est accordée pour 6 mois à compter de la date du présent arrêté.

Article 4 : L'opérateur funéraire habilité peut confier à un ou plusieurs sous-traitants la réalisation de tout ou partie des prestations relevant du service extérieur des pompes funèbres. Ce dernier doit être habilité pour la prestation qu'il sous-traite ; de même que les sous-traitants doivent être habilités pour chacune des prestations du service extérieur qu'ils fournissent de manière habituelle aux familles. A défaut du respect de ces prescriptions, leur responsabilité conjointe pourra être mise en cause.

Article 5 : La présente habilitation peut être suspendue pour une durée maximum d'un an ou retirée par le préfet du département où les faits auront été constatés, conformément aux dispositions de l'article L2223-25 du code général des collectivités territoriales, pour les motifs suivants :

- 1° non-respect des dispositions du code général des collectivités territoriales auxquelles sont soumises les régies, entreprises ou associations habilitées conformément à l'article L 2223-23,
- 2° non-exercice ou cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée,
- 3° atteinte à l'ordre public ou danger pour la salubrité publique.

Dans le cas d'un délégataire, le retrait de l'habilitation entraîne la déchéance des délégations.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès de mes services, d'un recours hiérarchique auprès de Monsieur le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ; d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, le Sous-Préfet d'Arles, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

FAIT à MARSEILLE, le 02/11/2015

Pour le préfet et par délégation  
Le Directeur de l'Administration Générale

Signé Anne-Marie ALESSANDRINI

Préfecture des Bouches-du-Rhône

13-2015-11-02-016

151102-PREF-DAG-Arrêté portant modification de  
l'habilitation de la société dénommée  
«ÉTABLISSEMENTS FUNÉRAIRES DU PORT-EFP»  
sise à PORT-DE-BOUC (13110) dans le domaine  
funéraire, du 02/11/2015



**PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE**

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION  
GENERALE  
BUREAU DES ACTIVITES PROFESSIONNELLES  
REGLEMENTEES  
DAG/BAPR/FUN/2015**

---

**Arrêté portant modification de l'habilitation de la société dénommée  
« ETABLISSEMENTS FUNERAIRES DU PORT - EFP » sise à PORT-DE-BOUC  
(13110) dans le domaine funéraire, du 02/11/2015**

---

Le Préfet  
de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), (notamment les articles L2223-19 et L2223-23) ;

Vu la loi n°2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;

Vu l'ordonnance n° 2005-855 du 28 juillet 2005 relative aux opérations funéraires (article 1 - § IV) ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le secteur funéraire ;

Vu l'arrêté du 30 avril 2012 portant application du décret susvisé ;

Vu l'arrêté du préfet des Bouches-du-Rhône du 3 août 2015 portant délégation de signature de Mme Anne-Marie ALESSANDRINI, conseiller d'administration de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, Directeur de l'Administration Générale ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2015 portant habilitation sous le n° 15/13/511 de la société dénommée « ETABLISSEMENTS FUNERAIRES DU PORT - EFP » sise 35, rue Gambetta à PORT-DE-BOUC (13110), dans le domaine funéraire, jusqu'au 5 octobre 2016 ;

Vu la demande reçue le 12 octobre 2015 de M. Hichem GHOUFIR, gérant, sollicitant la modification de l'habilitation funéraire susvisée, en vue de l'extension des prestations funéraires réalisées par la société susnommée ;

Considérant que la demande est constituée conformément à la législation en vigueur ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

## A R R E T E

Article 1<sup>er</sup> : L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2015 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit : « la société dénommée « ETABLISSEMENTS FUNERAIRES DU PORT - EFP » sise 35, rue Gambetta à PORT-DE-BOUC (13110) représentée par M. Hichem GHOUFIR, gérant, est habilitée sous le n° 15/13/511, à compter de la date du présent arrêté, pour exercer sur l'ensemble du territoire national les activités funéraires suivantes :

- jusqu'au 5 octobre 2016 :
  - organisation des obsèques
  - fourniture des housses, de cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
  - fourniture de personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations ».

Le reste sans changement.

Article 2 : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès de mes services, d'un recours hiérarchique auprès de Monsieur le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ; d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, le Sous-Préfet d'Istres, le Directeur départemental de la sécurité publique des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

FAIT à MARSEILLE, le 02/11/2015  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Directeur de l'Administration Générale

Signé Anne-Marie ALESSANDRINI

Préfecture des Bouches-du-Rhône

13-2015-11-03-004

151103-PREF-DAG-Arrêté modificatif relatif à la  
nomination d'un régisseur d'État auprès de la police  
municipale de la commune d'Aureille

**PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE**

**PREFECTURE  
SECRETARIAT GENERAL  
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE  
BUREAU DE LA POLICE ADMINISTRATIVE  
REGIE D' ETAT**

---

**Arrêté modificatif relatif à la nomination d'un régisseur d'Etat  
auprès de la police municipale de la commune d'AUREILLE.**

---

**Le Préfet  
de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,  
Préfet des Bouches-du-Rhône**

VU l'arrêté préfectoral du **29 août 2002** portant institution d'une régie de recettes auprès de la police municipale de la commune d' **AUREILLE**.

VU l'arrêté préfectoral du **29 août 2002** portant nomination des régisseurs titulaire et suppléant de la commune d' **AUREILLE**.

VU l'arrêté préfectoral modificatif relatif à la nomination d'un régisseur d'Etat auprès de la police municipale de la commune d'**AUREILLE** en date du **06 novembre 2006**.

VU l'arrêté préfectoral portant nomination d'un régisseur d'Etat auprès de la police municipale de la commune d'**AUREILLE** en date du **03 avril 2013**.

**CONSIDERANT** la demande du maire d'**AUREILLE** de remplacement du régisseur titulaire en date du **06 mai 2015** ;

**CONSIDERANT** l'avis conforme du Directeur Régional des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône en date du **17 septembre 2015** ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'article premier de l'arrêté préfectoral modificatif du **03 avril 2013** portant nomination du régisseur titulaire de la commune d'**AUREILLE** est modifié comme suit :

« Monsieur Frédéric, David **VANHOUTTE**, adjoint technique recruté en qualité d'A.S.V.P. fonctionnaire territorial titulaire de la commune d'**AUREILLE** est nommé régisseur titulaire en remplacement de Monsieur Alexandre **EISSLER** ».

**Article 2 :** Le reste est sans changement.

**Article 3 :** Le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, Madame le Directeur Régional des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône et le maire de la commune d' **AUREILLE** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône et notifié aux personnes concernées par le maire de la commune d'**AUREILLE**.

Fait à MARSEILLE, le **03 NOV. 2015**

  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général Adjoint  
Jérôme GUERREAU

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Monsieur le Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet du département des Bouches-du-Rhône ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (22, rue de Breteuil, 13281 Marseille cedex 06).

Préfecture des Bouches-du-Rhône

13-2015-11-03-005

151103-PREF-DAG-Arrêté modificatif relatif à la  
nomination d'un régisseur d'État auprès de la police  
municipale de la commune des Saintes-Maries-de-la-Mer

**PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE**

**PREFECTURE  
SECRETARIAT GENERAL  
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE  
BUREAU DE LA POLICE ADMINISTRATIVE  
REGIE D' ETAT**

---

**Arrêté modificatif relatif à la nomination d'un régisseur d'Etat  
auprès de la police municipale de la commune des SAINTES-MARIES-DE-LA-MER.**

---

**Le Préfet  
de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,  
Préfet des Bouches-du-Rhône**

VU l'arrêté préfectoral du **29 août 2002** portant institution d'une régie de recettes auprès de la police municipale de la commune des SAINTES-MARIES-DE-LA-MER ;

VU l'arrêté préfectoral du **29 août 2002** portant nomination des régisseurs titulaire et suppléant de la commune des SAINTES-MARIES-DE-LA-MER ;

VU l'arrêté préfectoral modificatif relatif à la nomination d'un régisseur d'Etat auprès de la police municipale de la commune des SAINTES-MARIES-DE-LA-MER en date du **03 février 2006** ;

VU l'arrêté préfectoral modificatif relatif à la nomination d'un régisseur d'Etat auprès de la police municipale de la commune des SAINTES-MARIES-DE-LA-MER en date du **28 août 2006** ;

VU l'arrêté préfectoral modificatif relatif à la nomination d'un régisseur d'Etat auprès de la police municipale de la commune des SAINTES-MARIES-DE-LA-MER en date du **06 novembre 2008** ;

VU l'arrêté préfectoral modificatif relatif à la nomination d'un régisseur d'Etat auprès de la police municipale de la commune des SAINTES-MARIES-DE-LA-MER en date du **05 juin 2009** ;

VU l'arrêté préfectoral portant nomination d'un régisseur d'Etat auprès de la police municipale de la commune des SAINTES-MARIES-DE-LA-MER en date du **21 décembre 2010** ;

VU l'arrêté préfectoral modificatif relatif à la nomination d'un régisseur d'Etat auprès de la police municipale de la commune des SAINTES-MARIES-DE-LA-MER en date du **21 février 2011** ;

VU l'arrêté préfectoral portant nomination d'un régisseur d'Etat auprès de la police municipale de la commune des SAINTES-MARIES-DE-LA-MER en date du **20 septembre 2011** ;

**CONSIDERANT** la demande du maire des SAINTES-MARIES-DE-LA-MER de remplacement du régisseur titulaire en date du **08 novembre 2014** ;

**CONSIDERANT** l'avis conforme du Directeur Régional des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône en date du **09 septembre 2015** ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'article premier de l'arrêté préfectoral modificatif du **20 septembre 2011** portant nomination du régisseur titulaire de la commune des SAINTES-MARIES-DE-LA-MER est modifié comme suit :

« Monsieur Marc **FERRER**, Chef de service principal de police Municipal ; fonctionnaire territorial titulaire de la commune des SAINTES-MARIES-DE-LA-MER est nommé régisseur titulaire en remplacement de Monsieur Jean-Charles **VERDIER** ».

**Article 2** : Le reste est sans changement.

**Article 2** : Le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, Madame le Directeur Régional des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône et le maire de la commune des SAINTES-MARIES-DE-LA-MER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône et notifié aux personnes concernées par le maire de la commune des SAINTES-MARIES-DE-LA-MER.

Fait à MARSEILLE, le **03 NOV. 2015**

  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général Adjoint  
**Jérôme GUERREAU**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Monsieur le Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet du département des Bouches-du-Rhône ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (22, rue de Breteuil, 13281 Marseille cedex 06).

Préfecture des Bouches-du-Rhône

13-2015-11-03-003

151103-PREF-DAG-Arrêté modificatif relatif à la  
nomination du régisseur d'État suppléant auprès de la  
police municipale de la commune d'Eygalières



**PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE**

**PREFECTURE  
SECRETARIAT GENERAL  
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE  
BUREAU DE LA POLICE ADMINISTRATIVE  
REGIE D' ETAT**

---

**Arrêté modificatif relatif à la nomination du régisseurs d'Etat suppléant  
auprès de la police municipale de la commune d'EYGALIERES.**

---

**Le Préfet  
de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,  
Préfet des Bouches-du-Rhône**

VU l'arrêté préfectoral du 06 janvier 2004 portant institution d'une régie de recettes auprès de la police municipale de la commune d'EYGALIERES ;

VU l'arrêté préfectoral du 06 janvier 2004 portant nomination des régisseurs titulaire et suppléant de la commune d'EYGALIERES ;

CONSIDERANT la demande du maire d'EYGALIERES de remplacement du régisseur suppléant en date du 22 mai 2015 ;

CONSIDERANT l'avis conforme du Directeur Régional des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône en date du 25 septembre 2015 ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'article « 3 » de l'arrêté préfectoral du 06 janvier 2004 susvisé portant nomination du régisseur suppléant de la commune de GREASQUE est modifié comme suit :

« Monsieur Franck, Maurice **PELISSIER**, Brigadier-chef principal de police municipal, fonctionnaire territorial titulaire de la commune d'EYGALIERES est nommé régisseur suppléant en remplacement de Madame Victoriane **CARRE** née **DEL PONTE** ».

**Article 2** : Le reste est sans changement.

**Article 3** : Le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, le Directeur Régional des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône et le maire de la commune d'EYGALIERES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône et notifié aux personnes concernées par le maire de la commune d'EYGALIERES.

Fait à MARSEILLE, le **03 NOV. 2015**

  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général Adjoint  
**Jérôme GUERREAU**

*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification :*

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Monsieur le Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet du département des Bouches-du-Rhône ;*
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur ;*
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (22, rue de Breteuil, 13281 Marseille cedex 06).*

Préfecture des Bouches-du-Rhône

13-2015-11-04-001

151104-PPOL-Arrêté donnant délégation de signature à  
Monsieur David COSTE, secrétaire général de la  
préfecture des Bouches-du-Rhône



## PREFET DE POLICE DES BOUCHES-DU-RHONE

Cabinet du préfet  
**Bureau de l'administration générale**  
RAA n°

---

### Arrêté donnant délégation de signature à

**Monsieur David COSTE, secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône**

---

Le préfet de Police des Bouches-du-Rhône  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de procédure pénale ;

Vu le code de la route ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code des transports ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, et notamment en son article 78-7 qui dispose que l'intérim du préfet de police en cas de vacance est assuré par son directeur de cabinet ;

Vu le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 modifié relatif à l'organisation et à l'action des services de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône, et notamment son article 2,

Vu le décret n° 2014-134 du 17 février 2014 relatif à l'organisation des services de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône et aux attributions du préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du Président de la République en date du 26 septembre 2014 portant nomination de Monsieur Jérôme **GUERREAU** sous-préfet, chargé de mission auprès du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du Président de la République en date du 3 décembre 2014 portant nomination de Monsieur Christophe **REYNAUD**, sous-préfet hors classe, directeur de cabinet du préfet de

police des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du Président de la République en date du 5 mars 2015 portant nomination de Monsieur Laurent **NUÑEZ**, en qualité de préfet de police du département des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du Président de la République en date du 8 octobre 2015 portant nomination de Monsieur David **COSTE**, inspecteur général de l'administration, en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012304-0006 du 30 octobre 2012, modifié, portant organisation des directions, services et bureaux de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'avis du comité technique des services de la police nationale du département des Bouches-du-Rhône en date du 16 janvier 2014 ;

Vu l'avis du comité technique de la préfecture des Bouches-du-Rhône en date du 24 janvier 2014 ;

Sur proposition du directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône.

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1er-**

Délégation de signature est donnée à Monsieur David **COSTE**, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, pour les actes ci-après énumérés :

**Permis de conduire** : Décisions portant suspension du permis de conduire.

### **ARTICLE 2-**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David **COSTE**, secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, la délégation qui lui est consentie à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sera exercée par Monsieur Jérôme **GUERREAU**, sous-préfet, secrétaire général adjoint de la préfecture des Bouches-du-Rhône.

### **ARTICLE 3-**

L'arrêté 2015117-001 du 27 avril 2015 est abrogé.

**ARTICLE 4 :**

Le directeur de cabinet du préfet de police des Bouches-du-Rhône, le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Bouches-du-Rhône et du préfet de police des Bouches-du-Rhône.

Fait à Marseille, le 4 novembre 2015

Le préfet de Police des Bouches-du-Rhône

*SIGNE*

Laurent NUÑEZ

Préfecture des Bouches-du-Rhône

13-2015-11-04-002

151104-PREF-DCLUPE-Arrêté portant liquidation du syndicat mixte entre la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Étoile et la commune de Gréasque chargé des études, de l'élaboration et du suivi du schéma de cohérence territoriale



**PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE**

Préfecture  
Direction des collectivités locales  
de l'utilité publique et de l'environnement  
Bureau des finances locales  
et de l'intercommunalité

---

**ARRETE PORTANT LIQUIDATION DU SYNDICAT MIXTE ENTRE LA  
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE  
ET LA COMMUNE DE GREASQUE CHARGE DES ETUDES, DE  
L'ELABORATION ET DU SUIVI DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE**

---

Le Préfet  
De la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
Préfet des Bouches-du-Rhône

Le Préfet du Var  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment ses articles L5211-25-1, L5211-26 et L 5212-33,

VU l'arrêté interpréfectoral du 24 novembre 2006 modifié portant création du Syndicat Mixte entre la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et la communauté de communes Lou País et dou Merlançoun , chargé des études, de l'élaboration et du suivi du schéma de cohérence territoriale (SCOT),

VU l'arrêté interpréfectoral du 21 mai 2013 portant modification de périmètre de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence (CPA) par l'intégration des communes de Gréasque et de Gardanne,

VU l'arrêté interpréfectoral du 7 août 2013 constatant la dissolution de plein droit du Syndicat Mixte entre la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et la commune de Gréasque, chargé des études, de l'élaboration et du suivi du schéma de cohérence territoriale (SCOT),

VU les délibérations concordantes de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 6 juillet 2015 et de la commune de Gréasque en date du 29 juin 2015 se prononçant sur les conditions de la liquidation,

VU l'avis des services de la Direction Régionale des Finances Publiques en date du 30 septembre 2015,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône et du Secrétaire Général de la Préfecture du Var,

## ARRETENT

Article 1<sup>er</sup> : L'actif et le passif constatés au moment de la dissolution du syndicat, sont pris en charge par la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile .

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication au recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône et du Var.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône et le Secrétaire Général de la préfecture du Var,

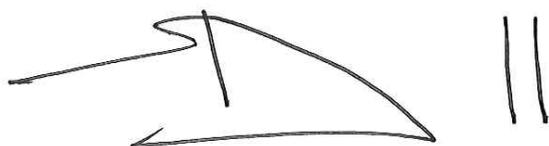
Le Président du Syndicat Mixte entre la Communauté d'Agglomération d'Aubagne et de l'Etoile et la commune de Gréasque chargé des études, de l'élaboration et du suivi du schéma de cohérence territoriale,

La Présidente de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,  
Le Maire de Gréasque,

et l'Administrateur Général des Finances Publiques, Directrice Régionale des Finances Publiques de Provence Alpes Côte d'Azur,  
sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré aux Recueils des actes administratifs de l'Etat des Bouches du Rhône et du Var

Marseille, le 4 NOV. 2015

Le Préfet des Bouches-du-Rhône



Stéphane BOUILLON

Le Préfet du Var

  
**Pierre SOUBELET**

Préfecture des Bouches-du-Rhône

13-2015-11-05-002

151105-DiRECCTE-Récépissé de déclaration au titre des services à la personne au bénéfice de Madame « HENRY Christine », auto entrepreneur, domiciliée, 620, Chemin du Bec Cornu - 13400 AUBAGNE.



**PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE**

**DIRECCTE PROVENCE -ALPES-COTE D'AZUR  
UNITE TERRITORIALE DES BOUCHES-DU-RHONE**

**MISSION INSERTION DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI**

**SERVICE DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI**

**UNITE : SERVICES A LA PERSONNE**

**RECEPISSE DE DECLARATION N°  
D'UN ORGANISME DE SERVICES A LA PERSONNE  
ENREGISTREE SOUS LE N° SAP801431677  
(ARTICLE L.7232-1-1 DU CODE DU TRAVAIL)**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Le préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Sud Préfet des Bouches-du-Rhône,

**CONSTATE,**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été reçue à l'Unité territoriale des Bouches-du-Rhône de la DIRECCTE PACA le 03 novembre 2015 de Madame « **HENRY Christine** », auto entrepreneur, domiciliée, 620, Chemin Bec Cornu - 13400 AUBAGNE. Cette déclaration est enregistrée sous le numéro **SAP801431677** pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Préparation des repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions,
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile,
- Livraison de courses à domicile.

Ces activités seront exercées en mode **PRESTATAIRE**.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-17, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément.

Sous cette réserve, le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Marseille, le 05 novembre 2015

Pour le Préfet et par délégation,  
Par empêchement du Responsable de l'Unité Territoriale des Bouches-du-Rhône  
La Directrice Adjointe,

Sylvie BALDY



55, Boulevard Perier - 13415 MARSEILLE cedex 20 ☎ 04 91 57.97 12 - ☒ 04 91 57 96 40  
Mel : dd-13.sap@direccte.gouv.fr